

Cooperation Canada



États financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021

Cooperation Canada
États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2022

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
État de la situation financière	3
État de l'évolution des actifs nets	4
État des résultats	5
État des flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7
Annexe 1 - Charges par object	18

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de Cooperation Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Cooperation Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, les états des l'évolution des actifs nets, des résultats et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 mars 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- ◆ nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- ◆ nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme;
- ◆ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- ◆ nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation;
- ◆ nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Baker Tilly Ottawa s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
le 2 septembre 2022
Ottawa (Ontario)

Cooperation Canada État de la situation financière

au 31 mars

2022

2021

Actif

Court terme

Trésorerie	1 222 197 \$	1 001 449 \$
Placements - portion court-terme (note 2)	250 336	-
Débiteurs (note 3)	169 395	167 799
Frais payés d'avance	13 743	9 526

1 655 671 1 178 774

Placements - portion long-terme (note 2)

- 250 336

Immobilisations corporelles (note 4)

11 239 19 898

1 666 910 \$ 1 449 008 \$

Passif et actifs nets

Court terme

Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	131 285 \$	70 517 \$
Apports reportés (note 5)	991 057	798 181

1 122 342 868 698

Dettes à long terme (note 6)

30 000 30 000

1 152 342 898 698

Actifs Nets

Affectés à l'interne		
Investi dans les immobilisations	11 239	19 898
Fonds de réserve affecté	225 000	225 000
Fonds de réserve général	157 899	157 899
Non affecté	120 430	147 513

514 568 550 310

1 666 910 \$ 1 449 008 \$

Pour le conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

Cooperation Canada
État de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice clos le 31 mars

	Investi dans les immobi- lisations	Fonds de réserve affecté	Fonds de réserve général	Non affecté	Total 2022	Total 2021
Solde, début de l'exercice	19 898 \$	225 000 \$	157 899 \$	147 513 \$	550 310 \$	233 764 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges de l'exercice	(8 659)	-	-	(27 083)	(35 742)	316 546
Solde, fin de l'exercice	11 239 \$	225 000 \$	157 899 \$	120 430 \$	514 568 \$	550 310 \$

Cooperation Canada État des résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars

2022

2021

Produits

Cotisations des membres	727 535 \$	658 846 \$
Groupes de travail régionaux	-	5 452
Réseau d'intervention humanitaire - cotisation des membres	38 333	-
Donateurs institutionnels	971 550	684 258
Autres subventions et contributions	67 128	152 512
Frais d'inscription aux événements et parrainage	32 330	65 300
Autres revenus (ventes générales, dons)	17 521	12 586
Revenus d'intérêts	1 453	4 693
Aide gouvernementale (notes 6 et 7)	129 021	342 645

1 984 871	1 926 292
------------------	------------------

Charges (Annexe)

Conférence annuelle et événements	75 899	62 674
Centre Anti-Racisme en Coopération	30 656	-
Communications	204 402	150 047
Soutien accru du Canada au développement durable	389 296	270 199
Réseau d'intervention humanitaire	197 178	123 630
Engagement des membres	156 286	100 238
Gestion des opérations	395 917	371 749
Centre d'expertise PEAS	295 750	218 372
Recherche et politique	275 229	312 837

2 020 613	1 609 746
------------------	------------------

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges de l'exercice

(35 742) \$	316 546 \$
--------------------	-------------------

Cooperation Canada État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars	2022	2021
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges de l'exercice	(35 742) \$	316 546 \$
Ajustement pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	8 659	15 893
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	2 074
	(27 083)	334 513
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(1 596)	196 426
Frais payés d'avance	(4 217)	15 738
Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	60 768	(59 848)
Apports reportés	192 876	72 987
	220 748	559 816
Activité d'investissement		
Diminution des placements - coût	-	360 000
Activités de financement		
Produit d'émission de la dette à long terme	-	40 000
Exonération de remboursement d'une partie de la dette à long terme	-	(10 000)
	-	30 000
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	220 748	949 816
Trésorerie et équivalents de trésorerie, début de l'exercice	1 001 449	51 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie, fin de l'exercice	1 222 197 \$	1 001 449 \$

Cooperation Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

1. Principales méthodes comptables

Nature de l'organisation	Cooperation Canada (l'« Organisme ») est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien oeuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. L'Organisme cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous. L'Organisme est un organisme de bienfaisance.
Base de présentation	Ces états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (« NCOSBL ») qui font partie des principes comptables généralement reconnus du Canada et qui comprennent les principales méthodes comptables suivantes. En tant qu'option prévue par les NCOSBL, ces états financiers sont préparés sur une base non consolidée avec l'option alternative de divulgation dans les notes aux états financiers (voir la note 10 des présents états financiers).
Utilisation d'estimations	<p>La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige de la direction de faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants indiqués à l'égard des actifs et passifs et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués pour la période concernée. Bien que ces estimations soient faites par la direction d'après les connaissances qu'elle a des événements actuels, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction revoit régulièrement ses estimations et hypothèses et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ceux-ci sont effectués dans les états portant sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.</p> <p>Les estimations importantes comprennent les hypothèses adoptées pour : estimer les montants à recevoir et la possibilité de recouvrement des créances; établir la durée de vie utile et l'amortissement des immobilisations corporelles; estimer les provisions pour les charges à payer; estimer les salaires et avantages sociaux alloués aux différents secteurs opérationnels; estimer les montants des apports gagnés, recevables, courus et reportés et les autres ententes de financement.</p>

Cooperation Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

1. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Les instruments financiers sont des actifs ou passifs financiers qui, en général, représentent pour l'Organisme un droit contractuel à recevoir une somme d'argent ou autre actif financier d'une autre partie ou encore l'obligation de verser à une autre partie une somme d'argent ou autre actif financier.

Évaluation des instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers sans lien de dépendance à la juste valeur.

L'Organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers sans lien de dépendance au coût après amortissement.

Les actifs financiers sans lien de dépendance évalués au coût après amortissement comprennent la trésorerie, les débiteurs, les contributions à recevoir et les placements. Les passifs financiers sans lien de dépendance évalués au coût après amortissement comprennent les fournisseurs à payer et les autres passifs d'exploitation.

L'Organisme n'a aucun actif financier ni passif financier évalué à sa juste valeur.

L'Organisme n'a aucun actif ou passif financier entre apparentés.

Perte de valeur d'un actif financier

Les instruments financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une perte de valeur. Le montant de la réduction est comptabilisé dans l'état des résultats. La dépréciation précédemment constatée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, pourvu que l'actif n'excède pas le montant établi avant la constatation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'état des résultats.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Lorsque l'Organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1 \$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Cooperation Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

1. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations (suite) *Amortissement*

Les immobilisations corporelles sont amortis sur leur durée de vie estimative selon les méthodes, le taux annuel et les périodes qui suivent.

Les mobiliers de bureau sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile allant de 5 à 10 ans.

Les ordinateurs et équipements sont amortis de façon dégressif sur leur durée de vie utile au taux de 30 %.

Les améliorations locatives sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile de 5 ans.

Réduction de valeur

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus de potentiel de service à long terme pour l'Organisme, l'excédent de la valeur comptable nette sur la juste valeur est comptabilisé en charge dans l'état des résultats. Une réduction de valeur ne peut être renversée dans un exercice subséquent.

Fonds de réserve

L'Organisme a mis sur pied un fonds de réserve affecté afin de s'acquitter des obligations financières de l'Organisme dans l'éventualité où celui-ci doit diminuer ou cesser complètement ses activités. Les montants requis pour parer aux obligations financières de l'Organisme dans le cas d'une fermeture sont pour une période d'approximativement quatre mois et ils seront réévalués chaque année. Des fonds additionnels seront ajoutés au fonds de réserve affecté au besoin, tel qu'autorisé par le conseil d'administration, afin d'assurer que toutes les obligations financières soient couvertes. Dans le cas où les montants seraient moindres que le solde du fonds de réserve affecté, le conseil d'administration peut décider de transférer les fonds excédentaires au fonds de réserve général. Ces fonds pourront être utilisés seulement dans des situations extraordinaires, tel qu'approuvé par le conseil d'administration.

L'Organisme a également établi un fonds de réserve général qui sera utilisé pour augmenter le fonds de réserve affecté si nécessaire, pour financer des projets spéciaux ou pour certaines dépenses et pour répondre aux urgences.

Cooperation Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

1. Principales méthodes comptables (suite)

Constatation des produits *Apports*

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Cette méthode prévoit que les apports affectés aux dépenses de périodes subséquentes, notamment pour les projets et les frais d'administration, soient reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Cotisations des membres

Les cotisations des membres sont constatées dans la période pour laquelle elles s'appliquent.

Droits d'inscription

Les droits d'inscription sont constatés à titre de produits conformément à l'entente entre les parties, pour la période visée et lorsque ces droits sont fixes ou déterminables et que leur réception est raisonnablement assurée. Le passif correspondant à la portion reçue mais non acquise des droits d'inscription est comptabilisé dans l'état de la situation financière à titre de produits reportés.

Produits financiers nets

Les transactions financières sont inscrites à la date de la transaction, et les revenus obtenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé.

Les produits financiers affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Le reste des produits financiers sont non affectés et sont constatés à titre de produits.

Aide gouvernementale

Au cours de l'exercice, l'Organisme a présenté une demande d'aide financière dans le cadre de programmes d'incitatifs gouvernementaux qui comprenaient un prêt-subvention du gouvernement. La partie remboursable des fonds reçus du prêt est enregistrée comme une subvention gouvernementale et non comme un passif, lorsqu'il est raisonnablement assuré que les conditions du prêt seront remplies.

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

1. Principales méthodes comptables (suite)

Transactions en devises étrangères	Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de la transaction. Les gains ou pertes de change sont considérés lors de l'établissement de l'état des produits et des charges. Les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date du bilan.
Trésorerie et équivalent de trésorerie	La politique de l'Organisme est de présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et un solde disponible et les placements à court terme dont l'échéance n'excède pas trois mois de la date d'acquisition ou remboursable en tout temps sans pénalité.
Allocation de charges	Les charges de l'Organisme sont présentées dans l'état des résultats sur une base fonctionnelle. Les charges attribuées à une fonction particulière sont directement liées à cette catégorie fonctionnelle et ne sont donc pas considérées comme des charges indirectement affectées. Les charges de l'Organisme sont également présentées par objet dans un annexe accompagnant les états financiers.

2. Placements

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Placement garanti lié au marché	250 336 \$	250 336 \$
Moins: Portion échéant au cours du prochain exercice	250 336	-
	- \$	250 336 \$

Le solde des placements comprend un placement garanti lié au marché détenu auprès d'une banque à charte canadienne. Le placement porte un taux d'intérêt cumulatif garanti de 4,22 % sur sa durée de 3 ans et vient à échéance en août 2022.

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

3. Débiteurs

	2022	2021
Comptes à recevoir	97 277 \$	52 288 \$
Contributions à recevoir	33 435	91 990
Taxes de vente à recevoir	38 683	23 521
	169 395 \$	167 799 \$

4. Immobilisations corporelles

	2022		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Mobilier de bureau, ordinateurs et équipements	65 917 \$	54 678 \$	11 239 \$
Améliorations locatives	36 356	36 356	-
	102 273 \$	91 034 \$	11 239 \$
	2021		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Mobilier de bureau, ordinateurs et équipements	65 917 \$	49 986 \$	15 931 \$
Améliorations locatives	36 356	32 389	3 967
	102 273 \$	82 375 \$	19 898 \$

Au cours de l'exercice 2021, l'Organisme a cédé du mobilier de bureau et de l'équipement avec un coût de 8 461 \$ et un amortissement cumulé de 6 387 \$, ce qui a entraîné une perte sur cession de 2 074 \$. Au cours de l'exercice 2021, l'Organisme a également radié le mobilier de bureau, ordinateurs et équipements entièrement amortis avec un coût initial de 91 380 \$. Il n'y a eu aucune cession d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2022.

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

5. Apports reportés

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affections d'origine externe, sont destinées à couvrir les charges de l'Organisme du prochain exercice.

Les variations du solde des apports reportés pour l'exercice clos le 31 mars 2022 sont les suivantes :

	Solde, début de l'exercice	Reçu au cours de l'exercice	Reconnu au cours de l'exercice	Solde, fin de l'exercice
Fondation Bill et Melinda Gates	-	484 329 \$	(353 954) \$	130 375 \$
Réseau d'intervention humanitaire	261 432	251 331	(205 482)	307 281
Centre d'expertise PEAS	320 249	339 141	(330 753)	328 637
Campagne ADO	200 000	100 000	(93 736)	206 264
Autres apports reportés	16 500	18 500	(16 500)	18 500
	798 181 \$	1 193 301 \$	(1 000 425) \$	991 057 \$

Les variations du solde des apports reportés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 sont les suivantes :

	Solde, début de l'exercice	Reçu au cours de l'exercice	Reconnu au cours de l'exercice	Total
Fondation Bill et Melinda Gates	308 338 \$	-	(308 338) \$	-
Groupes de travail	8 892	-	(8 892)	-
Réseau d'intervention humanitaire	174 613	219 152	(132 333)	261 432
	-	-	-	-
Centre d'expertise PEAS	232 256	333 000	(245 007)	320 249
Campagne ADO	-	200 000	-	200 000
Autres apports reportés	1 095	16 500	(1 095)	16 500
	725 194 \$	768 652 \$	(695 665) \$	798 181 \$

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

5. Apports reportés (suite)

Éventualités

Certains apports affectés reçus peuvent faire l'objet d'une vérification ou d'un rapprochement final selon les modalités de l'accord de contribution connexe. Si un audit ou un rapprochement révèle qu'une des dépenses du projet n'est pas conforme aux directives de financement, l'Organisme peut être tenu de rembourser une partie des fonds avancés. Aucune demande de remboursement n'est actuellement en cours et la direction est d'avis qu'aucune demande n'est à venir.

Par conséquent, aucune provision pour remboursement de fonds liés à ces projets n'a été constituée dans les états financiers. En cas d'ajustement, il sera imputé ou crédité aux opérations dans la période de détermination.

6. Dette à long terme

Au cours de l'exercice 2021, l'Organisme a demandé un prêt de 40 000 \$ dans le cadre du Compte d'urgence d'entreprise du Canada (« CUEC »), soit un programme d'allégement établi par le gouvernement fédéral du Canada.

En vertu de la convention de prêt, un montant maximal de 10 000 \$ peut être annulé, si au moins 75 % du capital initial a été remboursé au 31 décembre 2023. La partie subvention du prêt a été constaté à titre de revenu d'aide gouvernementale tel qu'il est indiqué dans l'état des résultats.

7. Aide gouvernementale

Au cours des exercices 2021 et 2022, l'Organisme a présenté une demande de financement dans le cadre du programme d'aide de la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et du programme de subvention salariale temporaire établi par le gouvernement fédéral du Canada. Les programmes de subventions sont destinés à aider les entreprises et les organisations qui ont vu leurs revenus baisser considérablement, au cours de périodes établies, en raison des impacts de la pandémie de COVID-19. Le but du financement est d'aider les organisations à maintenir l'emploi de leur personnel en couvrant les coûts salariaux. Au 31 mars 2022, le solde des débiteurs tel qu'il est indiqué dans l'état de la situation financière comprend néant \$ (91 990 \$ en 2021) de financement de la SSUC.

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

8. Régime de retraite

L'Organisme participe à un régime de retraite d'employeur. Le régime est un régime à cotisations déterminées. Les cotisations de l'exercice s'élèvent à 28 857 \$ (2021 - 23 385 \$).

9. Engagements contractuels

Au cours de l'exercice, l'Organisme a conclu un contrat de location à long terme qui arrive à terme le 30 août 2024. Les paiements futurs au titre de location et couts reliés pour la période restante sont :

2023	35 444 \$
2024	<u>14 768</u>
	<u>50 212 \$</u>

L'Organisme a le droit de résilier le contrat moyennant un préavis écrit de 3 mois et de payer des frais de résiliation anticipée. Au 31 mars 2022, ces frais de résiliation auraient été de 3 000 \$ plus les taxes applicables.

10. Organisme sous contrôle

L'Organisme contrôle Co-Oper Inc., une organisme à but non lucratif avec une activité minimale, dont l'Organisme est le seul membre. Co-Oper Inc. a été constituée au Canada par lettres patentes en 1997. L'Organisme a le droit de nommer le conseil d'administration de Co-Oper Inc., qui est composé chaque année de certains membres du conseil d'administration de l'Organisme.

Les états financiers de Co-Oper Inc. ne sont pas audités et se présentent comme suit :

État de la situation financière

	<u>2022</u>	2021
Actifs	547 \$	547 \$
Passifs	-	-
Actifs nets	547	547

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

10. Organisme sous contrôle (suite)

États des résultats

	2022	2021
Produits	- \$	- \$
Charges	-	-
Excédent des revenus sur les charges	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>

Il n'y a eu aucune transaction entre l'Organisme et Co-Oper Inc. au cours de l'exercice.

11. Instruments financiers

L'Organisme est exposé à divers risques en raison de ses instruments financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de l'Organisme au 31 mars 2022.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers. L'Organisme est principalement exposé à ce risque par rapport à ses fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation, ainsi qu'à sa dette à long terme présentée dans la note 6 de ces états financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le risque de crédit principal de l'Organisme se rapporte à ses débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier attribuable aux fluctuations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou le flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux de change. À la fin de l'exercice, les fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation de l'Organisme incluent 2 502 \$ canadiens libellés en dollars américains et 6 329 \$ canadiens libellés en livres sterling. Aucun solde en devises n'était détenu à la fin de l'exercice 2021. La valeur comptable de ces éléments peut varier en raison de fluctuations des taux de change.

Cooperation Canada Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2022

11. Instruments financiers (suite)

Risque lié aux taux d'intérêt

L'Organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui a trait à ses actifs financiers qui portent intérêt à taux variable. Tel que présenté à la Note 2, le placement garanti lié au marché de l'Organisme porte intérêts à taux variable. L'Organisme est alors exposé au risque de flux de trésorerie sur son placement garanti lié au marché en conséquence des fluctuations des taux d'intérêts. Les autres actifs financiers et passifs de l'Organisme ne comportent aucun risque de taux d'intérêt puisqu'ils ne portent aucun intérêt.

Changement des risques

Il n'y a eu aucun changement important dans l'exposition aux risques de l'Organisme par rapport à son exercice précédent clos le 31 mars 2021.

12. Incertitude due au COVID-19

La durée et l'impact financier total de la pandémie de COVID-19 sont inconnus pour le moment, tout comme les mesures supplémentaires à prendre par les gouvernements, l'Organisme ou d'autres pour tenter de réduire la propagation de COVID-19. Toute estimation de la durée et de la gravité de cette pandémie est sujette à une incertitude importante et, par conséquent, on ne sait pas si COVID-19 peut avoir un impact significatif et défavorable sur les opérations, les résultats financiers et la situation de l'Organisme au cours des périodes futures.

Cooperation Canada Annexe 1 - Charges par objet

Pour l'exercice clos le 31 mars	2022	2021
Amortissements des immobilisations	8 659 \$	15 893 \$
Communications	17 814	26 401
Consultants et support de logiciels	315 818	145 365
Cotisations et hospitalités	822	4 779
Frais bancaires et frais de services	5 220	10 023
Frais de loyer et assurances	38 968	33 962
Frais de réunion	10 605	6 504
Honoraires professionnels	32 770	89 166
Location d'équipement	15 176	18 785
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	2 074
Perte sur taux de change	554	-
Photocopies, courrier et fourniture de bureau	2 721	2 338
Publications et abonnements	81 850	44 723
Recrutement et formation	77 663	4 252
Salaires et avantages sociaux	1 352 016	1 154 898
Traduction	44 796	50 131
Voyages	15 161	452
	2 020 613 \$	1 609 746 \$